

Quels leviers pour renforcer la filière réparation en France ?

Patrick Briallart, représentant de **FEDELEC**, avait échangé avec **Samuel Just**, Conseiller économie circulaire et prévention des risques au Cabinet d'Agnès Pannier-Runacher, alors Ministre de la Transition écologique. Au cœur des discussions : les défis et opportunités pour la filière réparation, entre **fonds dédiés, simplification administrative, formation et attractivité des métiers**. Retour sur les principaux enseignements de cette rencontre, rapportés par Patrick Briallart, et les pistes pour faire de la réparation un pilier de l'économie circulaire.

Le fonds réparation : un outil pérenne, mais à optimiser

Samuel Just a **confirmé la pérennité du fonds réparation**, malgré une échéance théorique fixée à 2027, liée au cahier des charges des éco-organismes (EO) de la filière EEE. Une clarification rassurante pour les acteurs du secteur, qui craignent une disparition prématurée de ce levier financier essentiel. Cependant, des craintes persistent : l'absorption totale du fonds par les abonnements des grosses entreprises de réparations, qui pourrait limiter son efficacité. Samuel Just a souligné que les sommes non décaissées laissent une marge de manœuvre, mais la Fédération FEDELEC et ses partenaires resteront vigilants pour garantir que ces ressources profitent bien aux TPE/PME du secteur.



Simplification administrative : des avancées, mais un chantier permanent

La complexité des démarches pour les réparateurs NON labellisés reste un frein majeur à leur engagement dans le dispositif. Samuel Just a reconnu que des progrès avaient été réalisés, mais que des marges de simplification existaient encore, notamment pour :

- Maintenir les réparateurs dans le dispositif et convaincre les réticents.
- Créer une plateforme unique de demande de remboursement, soutenue par le Ministère, pour fluidifier les échanges entre les acteurs. Patrick BRIALLART a insisté sur la nécessité d'une "inter-filière REP" pour harmoniser les pratiques et réduire les charges administratives, un projet en cours mais qui prendra du temps.

Formation et attractivité des métiers : un enjeu clé pour la filière

Samuel Just a soutenu sans réserve la nécessité de renforcer les formations pour les réparateurs, un levier essentiel pour :

- Augmenter le nombre de professionnels qualifiés et répondre à la demande croissante.

- Améliorer l'attractivité des métiers, souvent perçus comme peu valorisés. Si l'enveloppe budgétaire devrait être augmentée, les modalités précises restent à définir.

FEDELEC, en collaboration avec les éco-organismes, devra proposer des solutions concrètes pour structurer ces formations et les rendre accessibles aux TPE.

TVA réduite et charges sociales : des pistes pour renforcer les modèles économiques.

La question d'une TVA réduite pour la réparation a été abordée, mais Bercy s'y oppose systématiquement, et la ministre de la Transition écologique n'est pas encore convaincue. En revanche, Samuel Just a salué la position proactive de FEDELEC, qui propose d'utiliser les gains de rentabilité pour :

- Augmenter les salaires et améliorer l'attractivité des métiers.
- Investir dans les capacités des entreprises.

Une alternative a été suggérée : la suppression ou la réduction des charges sociales sur les emplois de réparateurs, une piste à inscrire à l'ordre du jour des prochaines réunions.

Communication : éviter les écueils du passé.

Samuel Just a alerté sur les risques d'une campagne de communication perçue comme gouvernementale, en référence aux souvenirs douloureux de la campagne de l'ADEME. Il a encouragé la filière à construire une communication commune, portée par les acteurs eux-mêmes, pour promouvoir la réparation et le dispositif auprès du grand public.

FEDELEC et ses partenaires devront donc innover pour :

- Mobiliser les éco-organismes et les réparateurs.
- Éviter les écueils d'une communication trop institutionnelle.

Uniformisation des pratiques : un défi collectif.

Les différences de traitement entre réparateurs ont été soulignées, sans engagement immédiat de Samuel Just. Les éco-organismes sont également mis au courant, et FEDELEC devra proposer des solutions pour harmoniser les coûts de labellisation et les pratiques, afin de garantir une équité pour tous les acteurs.

Cette rencontre a confirmé la volonté du Ministère de dialoguer avec la filière réparation, représentée par FEDELEC. Si les défis sont nombreux — pérennité du fonds, simplification administrative, formation, attractivité des métiers —, les pistes de travail sont claires.